



**Confédération
des syndicats nationaux**

Commentaires présentés par la
Confédération des syndicats nationaux

sur l'approche d'ONU Femmes
concernant le travail sexuel, le commerce sexuel et la prostitution

14 octobre 2016

Confédération des syndicats nationaux

1601, avenue De Lorimier

Montréal (Québec) H2K 4M5

Tél. : 514 598-2271

Télec. : 514 598-2052

www.csn.qc.ca

Présentation

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) est une organisation syndicale composée de près de 2 000 syndicats. Elle regroupe plus de 325 000 travailleuses et travailleurs réunis sur une base sectorielle ou professionnelle dans huit fédérations, ainsi que sur une base régionale dans treize conseils centraux, principalement sur le territoire du Québec. De plus, la CSN a des membres dans d'autres provinces canadiennes, soit les artisans de Radio-Canada et les agentes et agents correctionnels fédéraux.

La CSN a toujours lutté contre toutes les formes de discrimination et de violence envers les femmes afin de faire reculer le mépris et les injustices dont elles sont les victimes. Nous avons donc adopté des orientations condamnant la prostitution comme système d'exploitation inacceptable du corps humain, particulièrement celui des femmes. Nous sommes heureux de participer à la consultation d'ONU Femmes.

Question 1) Le programme Horizon 2030 s'attache à l'universalité, aux droits humains et à la prise en compte de tous. Comment interprétez-vous ces principes dans le cadre du travail/commerce sexuel ou de la prostitution?

La question des droits de la personne et de l'égalité entre les femmes et les hommes est au cœur même du débat sur la prostitution. La prostitution n'est pas un travail comme un autre. Il faut contrer la banalisation de la prostitution, car il est faux de prétendre qu'il s'agit d'un travail normal accompli de gaité de cœur par la majorité des femmes qui l'exercent. Nous rejetons cette approche individualiste qui veut que ce soit un choix librement consenti pour la majorité des femmes et des jeunes filles.

En fait, s'adonner à la prostitution n'est ni plus ni moins que se soumettre à des rapports marchands dangereux pour sa santé et sa sécurité qui profitent bien plus largement au proxénète qu'à la prostituée elle-même. La prostitution est la marchandisation et l'exploitation du corps, principalement, des femmes et des jeunes filles. La prostitution est l'une des composantes essentielles du commerce du sexe, une industrie mondialisée, puissante, générant des revenus annuels pharaoniques de plusieurs milliards de dollars; une industrie généralement associée au crime organisé où le type de relations dominants-dominées, souvent jumelées à la violence, est érigée en système.

Cette industrie est protéiforme. Elle regroupe divers secteurs d'activités liés à la marchandisation du sexe, notamment la production ou la circulation de matériel pornographique, les bars de danseuses nues, les salons dits de massage et le tourisme sexuel. La prostitution peut conduire à la traite des femmes et des filles, phénomène que l'on retrouve au Québec et également au Canada.

La traite touche, entre autres, des femmes racisées, très souvent issues de la migration clandestine, des travailleuses venues dans les différents pays sous de fausses promesses de travail et des femmes autochtones qui sont surreprésentées dans la prostitution. On voit là, de façon limpide, la forte présence du racisme dans les activités prostitutionnelles. La prostitution et la traite des êtres humains, à l'ère de la mondialisation, se développent conjointement, et ce, dans des proportions inégalées.

Nous sommes donc pour la criminalisation des proxénètes qui prennent le contrôle de la vie des femmes et des filles en niant complètement leurs droits fondamentaux. Nous sommes pour la criminalisation des proxénètes pour contrer la banalisation de la prostitution et pour reconnaître les responsabilités des « clients ». Et surtout, nous sommes pour la décriminalisation des prostituées pour mettre fin à une situation injuste qui pénalise les victimes.

Question 2) Les objectifs de développement durable (ODD) ont pour ambition de parvenir à l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes et les filles. Les ODD comprennent également plusieurs cibles relatives à l'autonomisation des femmes, telles que :

- a) les droits reproductifs**
- b) l'accès des femmes aux terres et aux biens**
- c) le développement de sociétés paisibles et inclusives**
- d) l'élimination du trafic des femmes**
- e) l'élimination de la violence à l'égard des femmes**

Selon vous, comment les politiques relatives au travail, au commerce sexuel et à la prostitution peuvent-elles favoriser ces cibles et ces objectifs?

La cible ODD 5 ne peut être respectée que si la prostitution est combattue pour ce qu'elle est : une forme de discrimination à l'égard des femmes et des filles ainsi qu'une forme de violence qui leur est faite, comprenant implicitement toute forme de traite et d'exploitation sexuelle. Il faut rejeter la croyance voulant que la violence, l'abus de pouvoir, l'exploitation et la consommation du corps des femmes se résument à un choix individuel où chacune aurait une réelle possibilité de choisir sa vie et la façon de subvenir à ses besoins.

Selon les estimations, plus de 90 % des prostituées sont contraintes par la misère et les violences à subir l'exploitation sexuelle. Par conséquent, combattre ces fléaux ne pourra que favoriser l'*empowerment* des femmes et des filles.

Plusieurs recherches et analyses ont identifié les principales raisons pour lesquelles des femmes et des jeunes filles se retrouvent dans la prostitution. Les principaux motifs sont, notamment, les suivants :

- Milieu de vie dysfonctionnel;
- Violence ou abus, notamment sur le plan sexuel;
- Vie dans un milieu pauvre ou défavorisé;
- Exploitation des sentiments amoureux d'une adolescente par un « prince charmant » proxénète;
- Situation de guerre;
- Hypersexualisation comme courroie d'entraînement de jeunes filles à devenir des « objets sexuels » destinés au plaisir des hommes;
- Banalisation de la pornographie et propagation d'un modèle de sexualité assujettie aux désirs des hommes.

La prostitution est un système issu de la société patriarcale où se croisent et s'entrecroisent les contraintes systémiques et les volontés individuelles dans des proportions variables, suivant les contextes, mais où les contraintes économiques et sociales jouent généralement le rôle fondamental. Il est essentiel de construire une société dans laquelle les entreprises,

les organisations et les personnes qui s'enrichissent de l'exploitation du corps des femmes et des jeunes filles seront pénalisées, et non pas les prostituées elles-mêmes.

Par ailleurs, le droit de disposer de notre corps comme nous l'entendons (droits reproductifs) est en contradiction directe avec la marchandisation et l'exploitation du corps des femmes. Des femmes prises dans les filets de la traite et de la prostitution ne peuvent espérer devenir autonomes financièrement et encore moins participer à bâtir une société plus juste et inclusive. La prostitution et la traite sont des formes aigües de violence faite aux femmes et aux filles.

En réalité, la prostitution ou la participation aux activités de l'industrie du sexe deviennent trop souvent une véritable prison pour les prostituées. Elles vivent dans un système où s'exercent un véritable contrôle de leur vie, une appropriation de leur corps, une usurpation de leur dignité; elles deviennent ce « bien » que le proxénète, gérant de cette industrie, exploite sans scrupule.

Question 3) Le commerce sexuel est sexo-spécifique. Quelle est la meilleure manière de protéger de la violence, de la stigmatisation et de la discrimination les femmes qui sont impliquées dans ce commerce?

La prostitution est en soi une forme de violence et d'exploitation des femmes et des filles. Celles-ci sont marginalisées et discriminées et peu trouvent les ressources dans la communauté pour les aider à s'en sortir. Il est donc nécessaire d'adopter des mesures gouvernementales pour soutenir les femmes et les jeunes filles victimes de cette exploitation qui ont été entraînées dans l'univers des réseaux prostitutionnels. Pour venir à bout de cette violence et les aider à se sortir de la prostitution, il faut leur fournir des services adaptés à leurs besoins, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de la recherche d'emploi. Ces services manquent cruellement à l'heure actuelle, et ce, à peu près partout dans le monde.

Par conséquent, nous réclamons une application plus rigoureuse et cohérente des lois et des conventions internationales concernant les droits de la personne, en particulier celles relatives aux questions de respect et de dignité.

Conclusion

La démarche d'ONU femmes s'inscrit pleinement dans les revendications que nous portons en faveur de conditions de vie et de travail décentes pour tous les êtres humains.

Il faut rejeter la croyance voulant que la violence, l'abus de pouvoir, l'exploitation et la consommation du corps des femmes se résument à un choix individuel, où chacune aurait une réelle possibilité de choisir sa vie et la façon de subvenir à ses besoins.

La CSN revendique plus d'égalité, de justice et de démocratie pour toutes et tous. C'est pourquoi, même s'il s'agit d'une question délicate qui entraîne des positions tranchées et contrastées, nous avons pris position en 2013 pour favoriser un changement de mentalités au regard de l'exploitation du corps des êtres humains, sans quoi nous ne pourrions jamais parler d'égalité réelle entre les hommes et les femmes.